

Entretien avec Mme Sokologorski

WON, Yoon-Soo

Won : Je voudrais connaître à fond l'enseignement supérieur de la France, tel qu'il est aujourd'hui, et aussi son avenir, et ainsi pourrais-je comprendre la France, puisque l'enseignement est, si j'ose dire, l'un des meilleurs miroirs de la vie, n'est-ce-pas? C'est une question ambitieuse?

Sokologorski : Oui, c'est une question difficile pour moi.

Je vais commencer à vous dire un certain nombre de choses, et vous me dites si ça vous intéresse ou pas. D'abord, je me présente. Moi, je suis professeur depuis un certain temps, J'ai été récemment présidente d'une des plus grandes universités parisiennes et françaises, et surtout une des universités les plus originales, parce que Paris VIII, c'est très particulier.

En gros, je pense que le système français est arrivé, à mon sens, à un bon équilibre entre le poids de l'Etat et la volonté de l'Etat, qui est fondamentale, parce que l'enseignement, dans un pays qui n'est pas énorme, peut-être qu'ailleurs ça peut être autrement, mais dans un pays de dimensions modestes comme la France, l'enseignement doit être national. Il faut qu'un étudiant qui passe son diplôme à Lille ou qui le passe à Marseille ait les mêmes droits pour qu'il puisse voyager. Donc il faut une unité, et une unité pédagogique qui doit

être assurée par l'Etat, et alors nous avons cela en France. Mais pour que les établissements d'université se développent, il faut aussi une certaine autonomie. Et progressivement on nous a donné de plus en plus d'autonomie. Moi j'ai vu un petit peu se développer cela quand j'étais présidente. Et je crois que nous avons atteint, là, un bon équilibre. Si on fait plus vers l'autonomie, on casse quelque chose qui me paraît essentiel, et qui est l'unité de la structure : si on fait moins, on a quelque chose qui contraint les universités, qui empêche le dynamisme. Donc, là, c'est l'équilibre. On a aussi, je crois, un bon équilibre entre le financement public et le financement privé. Parce que ça, c'est un problème, je crois, aussi international. L'enseignement prend de l'importance, c'est très bien, mais en même temps ça coûte cher et les états n'arrivent plus à financer le tout. Donc, il y a une aide du privé sous différentes formes ou des collectivités locales, la ville, le département. Alors ça, la situation est plus complexe en France parce qu'elle est différente selon les régions. Si vous prenez une région comme Rhône-Alpes, ils veulent développer leurs universités. Donc, le département, et les départements, et le conseil régional donnent beaucoup d'argent. Si vous prenez l'Ile-de-France, ils se disent : on a les meilleures universités, ça sera toujours comme ça, ce n'est pas la peine, eux, ils donnent rien. Voilà les 2 extrêmes. Donc, c'est une situation qui est un petit peu différente dans les régions. Mais en gros il y a aussi des financements privés, des firmes, des bénévoles. Ce qui est, je crois, bien, c'est notre maintien de ce qu'on appelle en France le service public, c'est-à-dire, que cette aide ne peut pas couvrir des enseignements. Les enseignements, ça, c'est le service public, et ça, c'est l'Etat qui finance. Alors les aides privées peuvent donner des contrats pour des travaux de recherche, elles peuvent construire des bâtiments à une université. Par exemple, quand vous viendrez à Paris VIII, vous verrez notre grande bibliothèque qui vient d'être construite, et le

département a participé pour un tiers à la construction, ce qui est quand même beaucoup. La ville nous aide aussi, on a des bons rapports. Là aussi qu'on est arrivé à quelque chose qui est différent dans les régions, mais ça reflète aussi les différences de régions. On est arrivé à un certain équilibre. Donc, je trouve que le système français auquel on est parvenu est assez intéressant. Son avenir, quand on est arrivé à quelque chose, après on tombe par ci, on tombe par là, je crois qu'en ce moment on est à une période d'un peu de changement, de dynamisme. On a un ministère très dynamique, qui a beaucoup d'idées, mais en même temps, quand on a trop d'idées... Il ne faut pas dire beaucoup de choses. La dernière chose qui ait été lancée, c'est l'idée d'une université européenne, ça, c'est une très bonne idée. C'est fondamental pour la France particulièrement, parce que là, la France est en retard. Et je ne sais pas si dans votre pays, vous faites quelque chose de plus dynamique. Nous, il y a une espèce de vieil atavisme français. La France le reste, ça se débrouille. Donc on a beaucoup de peine à ouvrir l'université sur le monde et sur l'Europe. Et là, je crois qu'un grand coup va être donné, ça c'est très positif. Ça, je m'en réjouis beaucoup. Voilà un peu pour commencer.

W : Quelle est l'originalité caractéristique de votre université comparée à d'autres universités françaises?

S : L'originalité, c'est qu'elle a été construite pendant l'été 68, juste après les événements. Et il faut être clair, elle a été construite de façon à vider Paris de ses éléments les plus troubles. Les éléments les plus troubles, c'étaient tous les mouvements de 68, "révolutionnaires," comme tous les mouvements gauchistes, communistes, tout ce qu'il y avait d'un petit peu gauche, gauche, gauche. Donc, elle a été créée rapidement en quelques mois, on a construit des bâtiments, on a dit aux gens : Qui veut venir? Alors c'était sur la base du volontariat. C'est très exceptionnel. Jamais une université n'a été faite tout d'un coup. Il y a des universités, mais c'est très

progressif, il y a un petit noyau, puis 2 ans après il y en a plus. Là, c'est d'un coup une grosse université, tout de suite, en l'espace de quelques semaines. Ça veut dire que les gens qui sont venus à Paris VIII (ça ne s'appelait pas Paris VIII, ça s'appelait le Centre expérimental de Vincennes) sont venus sur la base de volontariat, ceux qui voulaient. Les enseignants, c'était parce qu'ils voulaient faire quelque chose de neuf, quelque chose de dynamique. Le mouvement de 68, il n'a pas beaucoup de projet clair. Il est contre la Sorbonne, ça, c'est clair. On ne veut plus des vieux cours toujours les mêmes, on ne veut plus de l'histoire seulement ancienne et pas du monde contemporain. Donc on est contre ça. On est donc tous ensemble pour faire quelque chose de neuf, pour faire quelque chose de tourné vers l'actualité, c'est-à-dire que c'est une université qui veut avant tout étudier le monde moderne, le monde moderne sous toutes ses formes. Aussi, le monde moderne ne se comprend pas sans Grèce, mais disons, d'abord le monde moderne, ce que les autres universités ne font pas à l'époque. A l'époque on étudie jusqu'à la guerre de 40 au maximum, mais on s'arrête. Nous, on fait beaucoup de sociologie. Alors le monde moderne, ça nous amène à introduire les disciplines nouvelles : la psychanalyse, les études féminines, les arts... Les arts jusqu'en 68 étaient enseignés en France dans des instituts ou des écoles : des écoles de cinéma, des écoles de théâtre. Nous, on met ça dans l'université, parce que c'est la vie intellectuelle, c'est la vie artistique, on a donc un grand département d'art, musique... Donc, première option, le monde actuel le plus large possible, et le plus transdisciplinaire possible. C'est-à-dire, qu'on ne va pas se dire, moi, je vais faire de la littérature russe et vous de la littérature française, et on ne va pas se rencontrer. Non, on veut qu'on échange, qu'il y ait des cours communs, que nos étudiants aillent et viennent, et que nous, on travaille ensemble les uns avec les autres le plus possible, le plus d'implication possible.

Deuxième grande option, (tout cela se tient un peu, c'est un peu la même idée.), on est en 68 à un moment où on est un peu militant pour l'ouverture. On se dit qu'il ne faut pas que l'université, ce soit seulement pour les mêmes élites. Vous savez, il y a un livre de Bourdieu qui a beaucoup d'importance à l'époque, c'est 'les Héritiers'. Alors on ne veut pas pour les héritiers. On veut une université ouverte à tous ceux qui peuvent venir, et qui ont quelque chose à y apprendre. On est donc une université, on ouvre, c'est la première fois en France où on accepte des gens qui n'ont pas le baccalauréat. Vous savez, en France, le système traditionnel, c'est le baccalauréat, et puis après, l'université. Et là, on dit : il y a des gens qui n'ont pas été jusqu'au bac, mais qui ont travaillé 2 ans, 10 ans, dans un métier, qui ont appris quelque chose, qui peuvent aller plus loin maintenant. Ils ont acquis par la voie professionnelle des connaissances et des compétences aussi intéressantes. Donc, on va leur ouvrir la porte de l'université. On a été beaucoup défini comme "l'université des non-bacheliers." Ce n'est pas vrai. Pour nous, il ne suffisait pas de ne pas avoir de bac. Quelqu'un qui n'avait pas le bac, il ne venait pas. Il fallait ne pas avoir le bac, mais avoir une compétence professionnelle. Donc c'est une université ouverte à d'autres formes de connaissances du monde que la simple forme académique. C'est cela que cela voulait dire. Et voilà en gros les 2 grandes originalités. Les étudiants, c'est pareil : sont venus ceux qui ont voulu, et au début on a été un petit nombre, relativement petit, avec des étudiants de très grande qualité, tous avaient déjà beaucoup réfléchi, étaient là parce qu'ils avaient vu ailleurs et que cela ne leur plaisait pas. Mais petit à petit, les années ont tourné, on a eu un moment un peu peur en disant : on n'aura plus d'étudiants bientôt, et puis non, ça s'est au contraire développé très très fort. En 1975 (on a été ouvert en janvier 1969) 50% de plus d'étudiants. Et on a grossi, grossi, et en poursuivant dans cette

voie-là, et avec l'ouverture, l'ouverture ça voulait dire l'ouverture sur le monde contemporain. Ça voulait dire aussi l'ouverture sur les débats du monde contemporain, c'est-à-dire que l'université n'était pas à l'écart, il n'y avait pas ma vie sociale, ma vie politique, ma vie universitaire. Tout ça, c'était ensemble. Quand, il y avait un événement important dans le monde, un massacre, il y aurait eu le Rwanda à l'époque, le lendemain on était tous à l'université, et on se disait : Qu'est-ce qu'on fait? comment ça s'analyse? Comment ça se comprend et qui sait quoi? Alors c'est pas forcément qu'on allait partir avec le drapeau rouge, mais on réfléchissait là-dessus, on débatait un petit peu. Et c'est comme ça que dans les années 70, tous les penseurs un petit peu progressistes, un peu nouveaux, un peu provocateurs, essentiellement de gauche, parce qu'à l'époque il n'y avait pas beaucoup de provocateurs à droite, sont passés par notre université sous forme de conférence, sous forme de professeur pour un moment, comme étudiant. Et alors une autre conséquence peut-être, pédagogique : à la Sorbonne, il y avait les étudiants dans un grand amphithéâtre, le professeur, il rentrait par une autre porte, il parlait, et il s'en allait. Nous, on a dit non. Il faut des contacts humains. Donc, on a voulu des petits groupes, et des échanges. C'est-à-dire le cours, c'est pas le professeur qui parle. Il parle, mais il fait parler. Et il y a des échanges. Et il y a aussi, disons, un apprentissage qui se fait entre étudiants. C'est pour ça qu'on a voulu des groupes hétérogènes, c'est-à-dire des étudiants traditionnels qui venaient du lycée, eux ils avaient appris dans le papier, puis d'autres qui avaient fait la même chose mais dans la vie professionnelle. Et il y avait des choses à échanger, à apprendre. Donc on avait aussi essayé d'initier un nouveau type pédagogique. Voici comment on est apparu, voilà quelles ont été nos options de départ. Et à la fin des années 70, on a pris de l'importance. Internationalement, on est très connus, parce qu'il se trouve

comme ça dans un état, c'est toujours ceux qui veulent changer les choses qui ont le plus d'idées, donc ils étaient tous chez nous, et on voyageait, on était connu, on avait des contacts, des rapports. Et le ministère de l'époque sous Giscard d'Estaing n'a pas aimé du tout notre université qui coûtait plus cher. Parce que quand un professeur parle devant 500 personnes, ça coûte moins cher que quand il parle devant 20. Mais au début on nous a donné beaucoup d'argent. Parce qu'au début, il fallait qu'on y aille, il fallait vite qu'on quitte le quartier Latin, pour que la rentrée se fasse, qu'il n'y ait pas d'histoire. Alors au début on nous a payé des télévisions, c'était pour nous vraiment magnifique. Et puis après ils ont commencé à ne pas nous donner de l'argent. Nous, on grossissait, et on ne nous donnait pas plus. Nous, on disait non, on vivra, on y arrivera. Et on y est arrivé, on faisait des heures supplémentaires, on travaillait, c'était une communauté. On a introduit, c'est un mot qui pour moi est très important, je suis une soixante-huitarde, on a vécu notre vie universitaire comme une communauté. Le Ministre a décidé : on va déménager cette université. Nous, on a protesté, on a eu un comité de défense international, on a fait tout ce qu'on a pu. Mais l'été 80, vous voyez c'est toujours l'été. Voyez, l'été 68 on nous crée une université, l'été 80 on l'a supprimée. Ils l'ont rasée en une nuit, tout. Dans le bois de Vincennes, on ne sait plus où aller. Ils ont complètement rasé. Et ils nous ont méchamment dit, pas clairement, mais c'était ce que cela voulait dire : Ah, vous aimez le peuple, vous voulez accueillir des gens nouveaux, allez dans le nord de Paris, là, il y en a du peuple. Et on est arrivé à Saint-Denis. A Saint-Denis, c'était la ceinture rouge de Paris, c'était, à l'époque, vraiment dur. Il y avait 2% des enfants qui allaient jusqu'au bac, de la population de Saint-Denis. C'était un département en crise économique, très difficile, le début de la délinquance. Et personne, à Saint-Denis, ne nous voulait. Les grands respon-

sables ont été peut-être assez intelligents pour se dire : un jour, ça sera peut-être bien, et ils ont dit oui. Mais dans la population, dans la ville au niveau moyen, ils n'avaient pas besoin d'université, et encore moins d'une université comme la nôtre, farfelue, pas classique. Alors, on a dans un premier temps cohabité, c'est-à-dire qu'on avait notre route, il n'y avait pas de métro, il n'y avait pas de transport (le métro a été inauguré il y a 4 jours) donc on s'est bagarré... Donc, on est arrivé, on avait notre route, on avait notre parking, on vivait tous seuls, dans notre université, on repartait, et la ville nous regardait comme ça en boudant. Et au bout de quelques années on s'est dit : quand même, la ville a commencé à se développer, les choses ont commencé à changer, on a commencé à comprendre qu'on n'était pas des gens si désagréables, et vers la fin des années 80, les chefs se sont tous entendus. Mon mari était président à l'époque. Lui, il s'entendait très bien avec les gens du conseil général. Dès qu'on descendait un tout petit peu dans le niveau des enseignants, là, ça ne marchait plus. Et petit à petit, ça a commencé à bouger, ils ont commencé les uns les autres à comprendre qu'on avait quelque chose à faire ensemble. Et surtout chez nous, on a connu une vraie mutation. Parce que c'était très bien, le bois de Vincennes, pour réfléchir, pour bavarder, pour parler, pour salonner. Mais les premières années, c'était bien, mais au bout de 15 ans de salon, on commençait à tourner sur nous-mêmes, on disait un peu la même chose, on n'avait plus le contact avec la vie concrète, puisque le bois de Vincennes, c'était sauvage aussi, c'était aussi isolé. Et petit à petit, ça a commencé par la géographie, et par l'écologie, ils se sont dit : il y a des problèmes autour de nous si on regardait un peu. On est sur l'actualité, bien elle est là, l'actualité. Et ça s'est fait progressivement, et à la fin des années 80, les gens de chez nous se sont tous dit : mais, c'est une chance d'être là. Parce que si on fait de l'économie

politique, la voilà, la vie politique, elle est à notre porte. Si on travaille sur les jeunes, bien ils sont là, les jeunes, avec toutes leurs qualités et tous leurs défauts. Si on travaille sur le monde, il est là, et on a la grande chance d'être dans un département, et dans une ville, dans une situation économique la plus grave de France, puisque c'est là qu'il y a le plus fort taux de chômage, 14% de chômeurs, c'est là qu'il y a le plus de problème avec les jeunes. La Seine-Saint-Denis, elle est connue partout, problèmes de jeunes, problèmes de délinquance, problèmes de logement, tous les problèmes sont là devant notre porte. Et alors nous qui voulons travailler sur le monde actuel, et bien, on a là, au lieu de réfléchir dans l'abstrait, on réfléchit avec ce qu'on a. Et au lieu de se contenter de réfléchir, on croise notre réflexion avec l'expérience des gens d'ici. Moi, j'ai été présidente en 92. Et en 92, j'ai été rencontrer les maires autour de Saint-Denis, en disant : voilà, je suis présidente, on a peut-être à faire ensemble. Et puis un jour, j'ai vu venir un maire d'un peu plus loin, qui vient et qui me dit : Je suis maire de S..., j'ai des problèmes avec ma jeunesse, et je ne comprends pas, je ne sais pas ce qu'il faut faire. Vous, vous avez des spécialistes. Est-ce qu'on ne pourrait pas essayer de voir ensemble? On a fait à ce moment-là ce que j'ai appelé la journée des maires. J'ai invité tous les maires de Saint-Denis à venir connaître notre université. Et ça a commencé comme ça. La journée des maires a été vraiment très importante. Les disciplines les plus tournées vers l'actualité sont venues dire, voilà ce qu'on fait, voilà ce qu'on a, voilà qui on est et à partir de là se sont noués des contacts beaucoup plus précis. Et maintenant on a une collaboration que je qualifierais à la fois de scientifique et de pratique, c'est-à-dire, on a par exemple beaucoup de colloques, où la moitié des gens sont de la profession active, travaille concrètement avec l'éducation, les instituteurs, les professeurs, et nous, qui sommes spécialistes de la science et de l'éducation.

Et on travaille ensemble. On a des sujets, on regarde comment vous faites et comment vous pensez. Et beaucoup de contacts sont noués comme ça. Ça commence à paraître ailleurs, mais chez nous, disons, on était fait pour ça. On avait tout ce qu'il fallait pour ça, à la fois la volonté politique et psychologique, parce que c'est une démarche un peu particulière, la volonté de connaître et de participer, d'avoir une vie active professionnellement, pas seulement de faire des livres, mais aussi faire du vivant, et les compétences et la chance d'être dans cette ville, ce qui fait que maintenant, on est très content d'être à Saint-Denis, et on est vraiment l'université Vincennes-Saint-Denis.

W : A vous entendre, vous avez fait une bonne expérience.

S : Ah oui !

W : De toute façon, 30 ans après, vous pouvez faire un bilan.

S : Voilà, et c'est pour ça que j'ai fondé l'Association des Anciens de Paris VIII en disant : il ne faut pas qu'on se disperse chacun, il faut qu'on se regroupe. Moi, je croyais qu'on allait prendre des gens à la retraite. J'ai dit ceux qui sont partis. Mais ils ont dit : Mais ceux qui sont là, ils veulent aussi, mais je dit : Mais ce n'est plus les anciens—Ah, mais ça ne fait rien ! Enfin bref, l'Association, elle est très dynamique. Il y a des gens qui sont là, et qui sont des gens d'avant, et elle s'appelle, moi, cette association, j'avais proposé Mémoire et Présence de Paris VIII. Et puis eux, ils ont réfléchi : tu sais, Mémoire et Avenir—Bah pour des anciens, c'est pas mal. Enfin, voilà, l'association s'appelle Mémoire et Avenir, parce qu'elle veut continuer à participer à cette dynamique.

W : Cette association a-t-elle une sorte de livret ?

S : Non, ça, c'est le malheur des gens de Paris. On parle beaucoup, on fait de bonnes choses, on écrit, on est la seule, la dernière université à avoir un guide de la recherche.

Le président de notre association, qui est un ancien pro-

fesseur de chez nous a été président de la Ligue des droits de l'homme.

W : Tout à l'heure, vous avez dit "transdisciplinaire," ça ne veut pas dire annuler les disciplines?

S : Non. Le système français actuel en général, ce n'est pas le département, mais l'unité. L'unité, en France, c'est l'U.F.R., Unité de Formations et de Recherches qui regroupe plusieurs de ce qu'on appelait autrefois départements. Par exemple, dans cette université, c'est différent. Nous, on a une U.F.R. de langues et de culture, mais il y a tous les départements de langues. Mais le département qui lui, est sur la discipline, c'est quelque chose qui subsiste mais qui est volontaire. Le ministère ne reconnaît plus ça sauf pour les postes. Le lieu de décision officielle, c'est le conseil d'U.F.R.. Nous, toutes nos U.F.R. sont en plusieurs disciplines. Plusieurs disciplines qui ne se contentent pas de cohabiter, mais qui travaillent vraiment ensemble. La sociologie, elle est dans 4 U.F.R. Dans tous les départements de langues, il y a de l'économie et de la vie politique. Ce n'est pas toujours réussi, parce que c'est difficile. Mais notre idée, c'est à la croisée des disciplines que se font les découvertes, que se font les avancées de la science. Donc il faut au maximum placer les enseignants et les étudiants dans des relations de contact, de collaboration qui leur permettront de se situer dans plusieurs disciplines. Ça aussi, c'est une originalité de chez nous, mais il reste beaucoup à faire. C'est très difficile. Parce que le problème de notre université, c'est que nous avons voulu garder les diplômes des autres pour nos étudiants. Il ne faut pas que nos étudiants, même en ayant fait de bonnes études, sortent avec des diplômes différents. Donc on a aussi à se plier, et le ministère, il nous aime bien, mais il ne nous aime pas trop quand même, on est un petit peu à part.

W : Quelle est votre conception de la place de la culture générale dans l'enseignement supérieur?

S : Je crois que la réponse précédente répond à la vôtre. Il n'y a rien qui s'appelle culture générale, tout est culture. C'est lié, il ne faut pas séparer. Notre idée, c'est qu'il ne faut pas séparer. La culture générale, c'est ce qui fait que, si vous voulez faire du russe, par exemple, c'est mon métier, vous ne faites pas que du russe. Vous allez au département de cinéma, on vous parlera du cinéma russe mais aussi du cinéma tout court. C'est ça qui fera la culture. Par ailleurs, je vous ai dit, on est dans le Nord de Paris, ce n'est pas le centre de Paris, les étudiants ne vont pas au théâtre depuis toujours, ils n'ont pas de bibliothèque chez eux, souvent ils viennent de milieux très populaires. Donc on a la mission de les acculturer du point de vue artistique. Alors depuis 91, on a une action culturelle et artistique, c'est-à-dire une association dans l'université qui à la fois a 2 missions : de faire de l'université un lieu de culture. On a par exemple un orchestre, un chœur, on a des soirées théâtrales, on a des soirées de débat, ça s'est introduit à la culture, et en aide les étudiants à mettre en place des choses, c'est-à-dire que s'il y a des étudiants qui disent : on aimerait faire un concert, il y a l'anniversaire de la mort de Mozart, on aimerait faire quelque chose, et l'association aide à mettre en place pour introduire... Moi, j'avais fait le projet de donner aux étudiants qui participeraient activement à ça, de leur donner un bout de diplôme. Les diplômes sont des bouts qu'on rajoute. Et cela, je n'ai pas eu le temps, ce n'est pas encore voté, ça va dans ce sens. On a aussi à Paris VIII, une association, parce qu'acculturer, ça veut dire aussi apprendre aux gens que le monde extérieur existe et qu'il faut suivre l'actualité. Parce qu'en 69, tout le monde suivait l'actualité, c'était facile. Mais maintenant les étudiants, c'est des bons petits élèves, ils font leurs devoirs, ils ne lisent pas le journal, et le monde ne les intéresse pas. Alors on a une association dont l'idée est, disons d'aider les gens de chez nous à se repérer dans les grands problèmes du

monde. Je vous parlais tout à l'heure du Rwanda, on peut parler de la Chechenie, on fait des débats dans l'université. On fait venir des gens qui représentent les différents points de vue. Des choses sérieuses, pas de la fantaisie, mais des gens sérieux qui viennent, et qui font de larges débats. On a fait 2 ou 3 débats sur le Rwanda avec des gens venant d'horizons différents, on a fait un grand débat sur la Chechenie. Voilà un peu aussi la deuxième réponse. Mais on essaye tout cela, de le lier intimement. Il n'y a pas, ce qui existe dans les autres universités, des cours de culture générale. Ça, on croit que ça n'existe pas. Notre thèse à nous, c'est que la culture générale, c'est justement par ce brassage que chacun se constitue une culture générale. Le brassage des gens, le brassage des unités. L'idée, c'est de sortir du diplôme qui est pareil pour tout le monde. Vous arrivez, vous faites ça, ça, ça, donc en russe, il faut de la version, il faut du thème, vous, vous faites pareil. Moi, je fais du russe et j'aime le cinéma. Je fais du russe : il y a une base qui est pour tout le monde. Vous, vous n'aimez pas le cinéma, vous aimez le théâtre, donc vous allez au théâtre, vous, vous vous intéressez à l'informatique, vous allez à l'informatique, vous, au sport. Et à partir de la base commune, il y a un enrichissement comme ça. C'est ça, la culture générale.

Il y a encore un point, quelque chose qu'on a créé il y a 4-5 ans, que j'avais mis en place, et qui va dans le sens de la culture générale. Quand je suis arrivée à l'université, mon prédécesseur était quelqu'un qui disait : 'Ça suffit' Elle n'était pas de Vincennes, elle n'aimait pas Vincennes. Elle disait : 'Voilà, on a fait des expériences, maintenant, on est comme tout le monde.' Et moi, j'ai dit : 'non, on est pas comme tout le monde,' c'est pour ça que j'ai été candidate. C'est pour ça que j'ai été élue pour refaire 'pas comme tout le monde.' Et il y a quelque chose qui s'était un peu perdu, c'était les contacts entre les enseignants. Alors j'ai inventé les Mardis de Paris

VIII. Les mardis soirs, une fois par mois, ou 2 fois, il y a un professeur, ou une vedette de l'université, quelqu'un d'important, qu'on connaît, qui a fait un livre intéressant, qui a fait un film, etc... vient faire une conférence. Alors il parle, et puis les autres sont là, qui posent des questions. C'est ouvert à la région, alors viennent d'autres enseignants d'ailleurs, viennent un public, quelquefois il n'y a que 40-50 personnes, et quelquefois il y en a jusqu'à 400. On est la seule université où il y a de l'ethno-psychiatrie, et pour l'ethno-psychiatrie, même moi, je n'ai pas eu de place pour m'asseoir. C'était comme ça, parce que dans le grand amphithéâtre, il y avait M. Nathan qui était venu faire une conférence pour expliquer ce que c'est, ça. Puis après il y a des débats, et des échanges. Donc, ça aussi, ça va dans le sens de la culture générale. Parce que les étudiants sont sollicités à y aller. Tout ça, c'est connu, c'est publié, et ça fait partie de la culture générale. Donc c'est par ce biais d'actions diverses, artistiques et culturelles auxquelles participent sur le même plan enseignants, administratifs, et étudiants qu'on veut donner aux étudiants de la culture générale. Ce n'est pas par un enseignement spécifique.

W : Vous savez, chez nous, lorsqu'il s'agit de la réforme du système éducatif de l'enseignement supérieur, comme référence, nous regardons toujours l'université des Etats-Unis. Est-ce que vous avez quelques idées sur l'université américaine?

S : Je vous dirai que dans les gens qui ont travaillé au départ à la fondation de notre université, il y avait plusieurs personnes spécialisées dans les Etats-Unis, et on a aussi regardé ce qui se faisait, on s'est aussi inspiré des Etats-Unis. Par exemple, notre système d'unité de valeurs. Alors qu'en France, il y avait 1^{ère} année, 2^{ème} année, 3^{ème} année, nous, on a découpé, à l'Américaine, en unités de valeurs. Ça, ça venait des Etats-Unis, par exemple. Il y a beaucoup de choses qu'on a pris aussi aux Etats-Unis. Le sentiment, ça aussi ça vient des

Etats-Unis, qu'il n'y a pas la science noble d'un côté, et la science vulgaire de l'autre. L'idée que dans un diplôme on peut avoir quelque chose de sportif, vous pouvez avoir de la musique réalisée, si vous voulez, pas seulement de la théorie, ça, ça vient des Etats-Unis. Mais après on s'en est écarté, maintenant on dit pour nous-mêmes.

W : Pour l'avenir des étudiants, c'est-à-dire pour la formation professionnelle, qu'est-ce que vous avez fait?

S : La formation professionnelle. Chaque université a sa situation spécifique pour l'emploi. Première chose à dire, c'est que nous, encore une fois, on est dans le Nord de Paris. Dans le nord de Paris, il y a à peu près, je me souviens d'il y a 2 ans, à Aubervilliers, par exemple, qui est une banlieue, il y avait exactement le même nombre de demandes d'emploi et de demandes de gens. C'est-à-dire, il y avait des postes offerts, et puis des gens qui demandaient. Le problème dans le nord, c'est que les gens qui demandent n'ont pas le niveau qu'il faut pour aller sur les postes qui existent. Donc, dans le nord, on voit des gens venir du centre pour travailler dans le nord. Et pendant ce temps, les gens, là, ils n'ont pas de travail. Donc, déjà, notre université, a cette grande chance qu'il y a beaucoup de possibilités, relativement, mais quand même beaucoup de possibilités pour nos étudiants. Beaucoup de nos étudiants qui ne vont pas très loin, 1 an d'université, 2 ans, quelquefois même qui partent sans diplôme, trouvent des emplois intéressants dans leur environnement. Dans les municipalités, dans les établissements. Vraiment, il y pas mal de choses, il y a Roissy, il y a Orly. Quand on va à Roissy, il y a toujours 2 ou 3 personnes qui viennent me dire bonjour. Moi, je ne les connais pas. Mais elles me disent : Bonjour, moi, j'ai été à Paris VIII. Donc, ce qui fait que d'une certaine manière, je crois que par cette formation justement pluridisciplinaire et culturelle en général on a formé pour notre environnement des gens qui vont occuper des emplois, disons

moyens, dans les services, dans les administrations, qui vont passer des petits concours d'administration. C'est déjà une préparation professionnelle. Donc, il ne faut pas couper. Et ce n'est pas la question que vous me posez, mais je vous dirais aussi qu'on parle beaucoup en France des échecs des universités. Je dis, moi, que quelqu'un qui vient dans une université comme Paris VIII qui est très compliquée, où il y a beaucoup de choses, et qui sortant d'un lycée où il a été conduit, vous venez à 8h, vous faites ça, vous repartez à 10h et c'est fini, là, se trouve perdu, il faut dire, perdu, parce que c'est compliqué, c'est grand, c'est différent, c'est divers, et qui reste 1 ou 2 ans, même s'il sort sans diplôme, il a tellement progressé dans sa tête, qu'il n'a pas perdu son temps. Et cette personne, vous la retrouvez, qui vient 10 ans après, en disant : voilà, moi, j'avais fait des études, je n'ai pas été loin, mais maintenant, j'ai travaillé là. On les retrouve qui viennent faire des stages professionnels, qui viennent se perfectionner, qui ont trouvé du travail. Donc, ça c'est déjà, je crois, important pour notre université.

Deuxième chose pour laquelle on a fait beaucoup, c'est la formation des maîtres. Parce que là aussi, c'est un département déficitaire. Il n'y a pas assez de candidats pour être professeur des écoles. Donc on a fait un gros, gros effort pour préparer les gens aux concours de recrutement : professeur des écoles, CAPES, et agrégation, à tous les étages. Et ça, c'est important pour nos jeunes qui vont faire ces métiers-là. C'est important pour ces métiers parce qu'ils auront des jeunes venus de milieux populaires. Si vous voulez une idée, un des malheurs des quartiers déshérités, c'est qu'ils voient arriver un bon professeur, mais qui, lui, n'a jamais mis les pieds là, qui ne parle pas la même langue, là, c'est des gens qui parlent leur langue, qui connaissent. Là, je crois que c'est quelque chose qui est important, qui marche bien. Et en même temps, ça permet de tirer vers le haut les enseignements,

comme il y a des concours, dès qu'il y a un concours, c'est important, les gens travaillent mieux, il y a une espèce de dynamique qui s'installe. Ça, c'est la deuxième chose du point de vue professionnel. On a aussi beaucoup cherché dans les métiers liés à notre environnement, management culturel, on a des DESS, on a des diplômes professionnalisant, encadrement de jeunes de la banlieue, on a beaucoup de diplômes tournés autour de ce qu'il y a autour de nous, et des compétences qu'il y a chez nos enseignants, des pratiques qu'on peut avoir pour des stages. Donc là on a un effort professionnel important, et on a aussi 2 unités, qui sont donc des établissements ou à vocations professionnelles. Je dirais que ça nous est difficile, pour notre université, ce n'est pas facile de passer de ce que nous sommes à un engagement professionnel clair.

On a beaucoup réfléchi sur la formation professionnelle. Parce qu'en plus on pense chez nous, qu'il faut être très prudent dans la formation professionnelle, parce que les métiers dans 10 ans, on ne sait pas comment ils seront. Alors si on forme aujourd'hui quelqu'un pour ça, dans 10 ans qu'est-ce qu'il fera? Donc, ce qu'on veut d'abord, c'est être sûr de former des gens curieux, capable de se reformer eux-mêmes, dynamiques, et c'est plutôt vers cette formation générale qu'on fait porter l'effort. Ce n'est qu'après qu'on envisage la formation professionnelle. Donc, on ne fait pas partie des universités françaises, on fait, disons, marche forcée vers la professionnalisation. On est prudent.

W : C'est-à-dire, votre université fait la formation continue?

S : Oui, on a été la première université de France à avoir la formation continue. Absolument, parce que ça, on croit que c'est très important, parce que c'est le retour de gens à l'université. Ils ont fait des études, ou ils n'en ont pas fait, ils ont travaillé, ils reviennent, et là, on fait beaucoup de choses.

W : Vous faites la formation initiale, et à la fois, la formation

continue?

S : Il y a deux choses, si vous voulez, il y a des choses spécifiques pour la formation continue, et qu'on fait à partir de ce qu'on a de plus exceptionnel. Par exemple, on pourrait faire de la formation continue en langue, on ne le fait pas, parce que ça, tout le monde peut le faire. On n'a pas le temps de faire ça. On le fait, en ethno-psychiatrie, on fait dans les disciplines où il n'y a que nous qui avons des choses fortes. On fait beaucoup de choses pour la prévention du SIDA, formation de spécialistes. Alors ça, ça s'adresse à des professionnels. Mais on a aussi la possibilité, ça c'est les lois françaises, qui donnent la possibilité à un chômeur d'aller faire des études. Il fait un stage, bon, c'est une façon de camoufler le chômage. Dans un temps, c'est bien, parce que la personne, au lieu d'attendre un emploi, elle se qualifie, elle fait quelque chose, elle continue à évoluer intellectuellement. On a aussi la possibilité de s'inscrire dans les cursus de formation initiale quand on est géré, quand votre dossier administrativement est géré par la formation professionnelle. On a les deux.

W : Autrefois, l'université, c'était l'éducation pour des élites. Mais maintenant, c'est devenu pour des masses. Cela ne veut pas dire abaisser la qualité de l'éducation?

S : Absolument. Dans le monde qui vient, on aura besoin de tout le monde qualifié. Celui qui saura rien faire, ses forces des bras ne seront plus suffisantes. Donc, il faut former les jeunes à un autre monde. Et c'est l'idée de notre colloque. L'ouverture, c'est ce que ça veut dire, l'ouverture à plus de gens, comment garder la qualité, et trouver une autre qualité, parce que ce n'est pas la même demande. Il faut sortir de notre pensée trop livresque, mais en même temps ne pas tomber dans le simple apprentissage du geste professionnel. Le geste professionnel, il évolue. Ce qui se fait aujourd'hui, ne se fera pas dans 5 ans. Simplement apprendre un geste professionnel, ce n'est pas suffisant. Il faut apprendre à quel-

qu'un où il se situe, comment il se situe, de façon à ce que de ce geste-là il passe à celui qui sera demandé 3 ans après.

W : Sur ce point-là, en s'adaptant aux jours où nous vivons, on garde la valeur traditionnelle, n'est-ce-pas?

S : Tout à fait. Et je pense en France, l'université française, je dis l'université française parce que je ne connais pas beaucoup ailleurs, pas assez pour dire, mais je crois que c'est partout pareil, en tout cas, je peux dire pour nos universités en France, on dit beaucoup de mal des universités qui forment des chômeurs. C'est faux, ce n'est pas elles qui forment des chômeurs, elles forment des gens, et il n'y a pas de places pour eux, ce n'est pas la même chose. Et l'université est sans doute l'institution de l'Etat qui s'est le mieux adapté au changement. La preuve en est que, il y a 30 ans, quand on a fait la révolution de 68, toutes les universités étaient pareilles, que vous étiez là ou que vous étiez là, vous faisiez la même chose. Maintenant elles sont toutes différentes, parce qu'elles sont toutes dans un milieu différent. Je vois, par exemple, l'université la plus opposée à la nôtre, c'est dans le nord, je ne sais plus, Mulhouse, je crois, il y a 2 emplois dans la région. Alors leur université est très centrée, elle est très professionnalisante. Pour moi, elle est à la limite de l'université, limite-limite. Mais pour eux, nous, on est des académiciens. C'est normal, on est dans un autre monde, c'est bon signe. Cela veut dire que les 2 équipes de l'université ont bien pris en compte les besoins. Par contre, pour finir,—c'est pour ça que je les connais bien—ils ont un magnifique livret-prospectus. Mais c'est bon pour faire une agence touristique, ce n'est pas pour une université, je ne veux pas cela, moi. Ça aussi, ça traduit notre esprit, et c'est normal, parce que si on allait là-bas, nous, on changerait, s'ils venaient là, ils changeraient.

W : Je voudrais savoir votre opinion sur les grandes écoles.

S : Les grandes écoles? Effectivement, vous m'avez demandé

sur les grandes écoles. L'enseignement supérieur en France, il est pluriel. Il y a les universités qui veulent bien faire cette ouverture, et il y a les grandes écoles dont on dit qu'elles ne veulent pas les faire, et ça c'est faux. J'ai entendu cela sous de bonnes plumes, mais c'est faux. Parce que les grandes écoles ont le grand avantage de fonctionner sur concours. Alors le concours, ça veut dire, nous trois pareils. Vous êtes riches, je suis pauvre, vous avez vécu dans le nord, moi dans le sud, on est devant le même papier et on écrit, et on s'est préparé pour ça, et ça, il n'y a rien de plus juste. Donc elles sont depuis longtemps ouvertes à tout le monde, les écoles. Il y a toujours eu ce qu'on appelle en français à partir de Daudet 'le petit chose'. Et le petit chose, il a toujours été à l'ENS. L'ENS et les Polytechniques, sont les écoles les plus prestigieuses. A Polytechniques il y en a beaucoup qui viennent de milieux populaires. Et c'est bien, parce qu'on les a bien formés à l'école, ils ont été de bons élève, ils ont bien travaillé, ils ont bien continué, ils ont passé le concours et ils sont reçus. Vous avez beau être 10 fois fils de ministre, vous n'aurez pas un point de plus. Et ça, chez nous, c'est extrêmement strict, c'est extrêmement bien fait, c'est anonyme, c'est très sérieux. Je fais partie moi-même du jury d'entrée à l'école normale, et je me souviens il y a quelques années, un ministre avait osé téléphoner pour avoir avant les autres les résultats. Il n'a pas demandé qu'on donne des points à sa fille, mais il a téléphoné. Il savait que les résultats étaient le soir, et il a téléphoné le matin. Et la directrice de l'école l'a dit publiquement : je tiens à dire ce qui s'est passé, je ne dirais pas le nom, mais quelqu'un a osé—nous sommes absolument opposés à ce genre de pratique, et elle l'a dit à l'ensemble du jury, ce qui est quand même 500 personnes, donc elle a dit : ça, il faut que ça soit clair pour tout le monde, nous ne fonctionnons pas comme ça. Nous ne connaissons nous-même le nom des élèves que quand on a fait la liste des numéros reçus.

Bon, je travaille sur la Russie, je sais combien, mais ce n'est pas pareil, parce qu'en Russie, si vous avez de bonnes petites poches, vous aurez quelques points de plus. En France, ce n'est pas du tout ça. Il faut, vous qui êtes à l'étranger, savoir que les grandes écoles ont en France un système de recrutement extrêmement sérieux, une préparation qui permet à tous les gens, je dit bien à tous les gens venus de tous les milieux d'accéder à l'enseignement supérieur, d'accéder à ses concours, et de ce fait, je dirais qu'il n'y a pas plus démocratique. Maintenant : est-ce qu'il faut garder les grandes écoles / universités. Moi, je crois, que du pluriel vient toujours une qualité nouvelle. Moi, je pense que c'est bien qu'il y ait des différences. Parce que ce n'est pas vrai que l'un est fermé à l'autre. La preuve, c'est que moi, je suis professeur à l'université, et depuis 33 ans, j'enseigne à l'Ecole normale supérieure aussi. Je n'ai jamais voulu choisir, je n'ai pas voulu aller là-bas, rien que là, j'ai toujours été entre les deux, et j'ai toujours enrichi l'un par l'autre. Mes étudiants ont toujours profité de mes deux expériences. Et je vous donne mon exemple parce que c'est courant, et c'est bien. Donc, il n'y a pas cette coupure excessive qu'on dit. Par ailleurs, il y a une autre différence qui s'installe, c'est que les grandes écoles en dehors des très prestigieuses comme Polytechniques et la rue d'Ulm, après, elles sont plus professionnalisantes. Donc, elles ont plus l'idée de préparer les gens à ceci, à cela. Puis, là, il y a une supériorité de l'université qui s'installe, et bien tant mieux, là aussi, c'est différent. Mais moi, je trouve qu'il n'y a pas de problèmes là. Il ne faut rien changer.

W : Je ne sais pas si c'est faux, mais à mon avis, vous autres Français, vous gardez l'égalité dans l'enseignement, mais à la fois, vous ne négligez pas la formation des élites.

S : Oui, mais c'est fondamental, ce qu'il ne faut pas faire, c'est que l'élite soit prédéterminée. Que parce que vous êtes fils d'eux, vous soyez dans l'élite. Ça, ce n'est pas bon. Mais les

gens ont des qualités différentes, on ne peut pas dire autrement, on ne peut pas dire : on est tous égaux. On n'est pas tous beaux pareils, il y en a un qui a un joli nez, un qui a un vilain nez, on n'y change rien. Et il y a des gens que cela intéresse, et d'autres que cela n'intéresse pas. Parce que pour entrer dans une grande école, moi, je vois bien, mon fils y est rentré, eh bien, il en a passées, des heures, à sa table. Il n'est pas rentré parce qu'il était fils de président de l'université, il est rentré parce qu'il a travaillé beaucoup, beaucoup. Et il faut avoir envie de le faire. Et il y en a qui n'ont pas envie, il y en a qui préfèrent la danse, et ce n'est pas plus mal, il faut dans une société des gens qui dansent, des gens qui chantent, et des gens qui restent à une table. Il faut tout ça. Il faut le permettre. Ce qu'il ne faut pas, c'est faire que parce que vous êtes fils de chanteur vous alliez sur la scène. Un fils de chanteur il ne sait pas forcément chanter. On en a 50 fois par jour la preuve. Et le plus grand écrivain russe Pouchkine, j'avais lu dans un article il y a une dizaine d'années, il a une descendance de 350 personnes à peu près, maintenant ça doit être 500, il n'y a pas un type de doué. Et lui, c'est le plus grand écrivain de Russie, il n'y en a pas un seul qui ait des dons particuliers. C'est ça, la vie, il faut l'accepter!

Alors, dans notre système, il y a aussi une chose, et ça, je suis un petit peu inquiète, je vous confie cela un peu, jusque là on a conservé ce qui s'est fait l'histoire, à déposer quelque chose, peut-être qu'il ne faudrait pas, peut-être que vous, ce n'est pas la peine d'inventer ça. Vous êtes dans une autre situation, vous commencez quelque chose, ce n'est pas la peine de faire pareil. Mais non, c'est 200 ans d'histoire qui a fait ça. Donc, il y a des pratiques qui se sont instaurées, il faut toujours les revoir. Bon, la vie change toujours un petit peu tous les jours, mais casser, ça serait très dommage. Il faut garder ce qui s'est mis en place, bon, peut-être qu'il faut

une meilleure formation pour que plus de gens encore y entrent, ça, d'accord, mais l'idée de dire que c'est au sommet qu'on change, non, il faut garder cette différence. Il faut que cette élite puisse sortir d'école, on travaille beaucoup plus. C'est beaucoup plus difficile. Parmi mes amis, il y en a plusieurs qui ont beaucoup d'enfants, moi je n'en ai qu'un, alors c'est simple, mais quand on en a beaucoup, il y en a qui choisissent de faire des écoles parce qu'ils travaillent plus, et d'autres qui disent, moi, l'université, ça me suffit, j'y fait quelque chose d'intéressant, mais je n'ai pas envie de m'investir plus, je veux vivre autrement, peut-être que j'y reviendrais, eh bien chacun a son rythme.

W : Je voudrais savoir le passage entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur et puis, dans l'enseignement supérieur, le passage entre premier degré et la suite, maîtrise et doctorat.

S : Alors d'abord, le lycée. Une fois que vous êtes au lycée, quand vous avez passé le bac, vous avez le droit tout de suite de vous inscrire dans toutes les universités et dans la discipline de votre choix. Ça, c'est malheureusement vrai, et ce n'est pas bien. Ce n'est pas bien, parce que ce n'est pas un vrai droit. Quelqu'un qui a fait le bac technique, il se dit : moi j'ai envie de faire de l'histoire, il n'y arrive pas. Donc on trompe un peu les gens. Ça, ce n'est pas bon. Parce que quand ils sont à l'école, on leur dit : Ça ne fait rien, c'est pareil, le bac. Mais s'il a fait des études un peu faibles... Donc, ça c'est un droit, mais c'est un faux droit. Ça aussi, c'est de l'histoire, malheureusement. Parce qu'à un moment, c'était bien, parce que tous les bacs étaient à peu près pareils. Quand j'ai passé le bac, il y avait philo, mathé-lem, mathématiques, et sciences naturelles. Alors on était tous au même niveau. Donc on pouvait effectivement changer. Ce n'était pas bien différent. Mais maintenant, il y a des bacs techniques, il y a des bacs professionnels, ils ne peuvent pas suivre dans

les sciences. Un type qui veut faire médecine après un bac professionnel, le malheureux, il n'y arrivera jamais. Et il va se donner beaucoup de mal, il va croire que c'est possible et c'est faux. Donc ça, c'est comme ça, mais ce n'est pas très bien. Alors, si vous voulez entrer dans une grande école, vous avez des classes de préparation. Là, il y a des classes à part, où vous préparez les concours dans les différentes écoles. Une fois que vous êtes entrés à l'université, donc tout le monde suit les cours qu'il a envie de suivre, et il se fait, ce que l'on peut appeler une sélection naturelle. Parce qu'il y a ceux qui peuvent, ceux pour qui ça ne marchent pas, ceux qui n'y arrivent pas, donc il y a...

W : Beaucoup d'échecs?

S : Oui, mais encore une fois, je ne suis pas sûre que cela soit vraiment de l'échec. C'est pour ça que moi, je pense qu'il faudrait mieux faire savoir aux gens ce qui les attend à l'université, mais les laisser y aller. Parce qu'ils essaient quelque chose de vraiment trop difficile, c'est mauvais, mais un peu plus difficile, c'est bon. Même s'ils ne l'ont pas, même s'ils n'y arrivent pas, ils vont après passer un concours au poste, et ils ont acquis beaucoup. Mais disons, qu'en gros il y a 30-40% de gens qui ne sont pas candidats au deuxième cycle. Une fois que vous avez passé le premier, le deuxième cycle, c'est la licence, ça aussi, tout le monde peut y aller. Alors arrive le moment de la maîtrise, et la maîtrise, c'est plus compliqué parce qu'il faut un professeur précis, qui suit une maîtrise, et un professeur, il ne peut pas suivre 100 maîtrises. Donc, là, se passe, malheureusement, ce que j'appellerais une sélection de fait. Parce qu'en principe, vous savez, tout le monde a le droit de s'inscrire. Dans ma discipline, il n'y a pas de problèmes, vous voulez faire une maîtrise de russe, d'accord, on fait quoi, et vous faites... Mais dans une discipline plus demandée comme le cinéma, par exemple, où il y a un afflux d'étudiants, chaque professeur a

ses spécialités, et dit : voilà, moi, mes sujets, et les gens se présentent et il choisit parmi ces gens-là ceux qu'il veut garder. Ce qui fait qu'il y a des gens qui ne sont pas inscrits, qui veulent faire une maîtrise de cinéma, mais qui n'ont pas de professeur. Donc, il ne font pas de maîtrise de cinéma. Alors ou bien ils font une maîtrise à côté, ou bien ils attendent 2 ans, 3 ans, 1 an, ou bien ils abandonnent. On dit qu'en France il n'y a pas de sélection, mais si, là, il y a une sélection, forcément. Et alors, c'est encore plus vrai quand on arrive au DEA, puisque là il y a un nombre défini qui correspond à ce que l'équipe peut faire, et il y a l'examen des dossiers, et on prend les gens qui paraissent convenir le plus. Il y a chaque année des étudiants qui n'arrivent pas à s'inscrire.

W : Pour être inscrit en maîtrise ou en DEA il faut bien travailler en licence?

S : Bien sûr.

W : Et puis, vous savez, j'ai vu dans les journaux français, ces jours-ci le rapport de M. Jacques Attali, là-bas, on parle beaucoup de +3, +5, +8. Que pensez-vous de cela quant à vous?

S : C'est comme beaucoup de choses, ça change sans rien changer. Parce que 3, c'était la licence, la maîtrise prolongée un petit peu, oui, c'est pas mal. Le problème, c'est la thèse, parce que là, la thèse, on a voulu suivre un peu le système américain, on n'y arrive pas trop, chez nous, parce qu'on a voulu choisir une thèse courte, et on n'arrive pas à s'y plier, parce que tous les professeurs, ceux qui sont professeurs au sens plein de professeur, sont des gens qui ont fait l'ancien système, ils n'arrivent pas à être d'accord avec le système court. Donc ils donnent des sujets beaucoup trop vastes, et l'étudiant n'y arrive pas dans les temps. Donc, on est en train d'apprendre cela, ça ne se fait pas du jour au lendemain. On progresse, mais il y a encore quelques difficultés de ce côté-là,

parce qu'aux bons élèves, on a envie de leur donner un sujet plus solide. Et quand on a donné un sujet solide, l'élève n'arrive pas à le faire avant le temps. Quelquefois il n'arrive pas à le faire, quand il est trop jeune, et qu'on lui donne un sujet de philosophie un peu compliqué, simplement, parce que ce n'est pas de son âge encore. Donc, les thèses soutenues le plus vite sont souvent celles qui ont été choisies comme faciles, faciles, du point de vue du sujet étroit, et puis faciles intellectuellement. Donc après, on a en France un problème de reconnaissance. Il y a des gens qui préfèrent faire une thèse plus lentement, et plus solide, pour pouvoir dire après, ma thèse, c'est ça, et tandis que l'autre, il aura fait ce qu'on lui a demandé, bah, il aura une petite thèse de rien du tout. Là, il y a un petit problème de fin de cours chez nous. Je crois que c'est ça, en ce moment, dans l'université qui est un petit peu différent selon les disciplines, différent selon les professeurs, qui, s'ils sont déjà plus ou moins tourné vers le système américain, ou réticents. Pour ce que j'en ai lu, mais je l'ai lu certainement moins soigneusement que vous, j'ai trouvé que, encore une fois, il remuait les mêmes choses sans trop y changer.

W : Aux Etats-Unis, à l'université de Berkeley, on a fait des expériences un peu exagérées, par exemple, les étudiants pourraient s'inscrire sans être attachés aux disciplines fixées, et c'est-à-dire pendant 4 ans, ils pourraient suivre leurs études, c'est-à-dire en discipline libre. Mais à la fin, ils sont devenus des étudiants de gypsy. Que pensez-vous de cela? Ce résultat était néfaste?

S : Je crois qu'il faut être prudent dans ce genre de choses parce que l'homme a besoin d'être un peu guidé. Il faut aller dans le sens de cette circulation des étudiants, mais à partir d'une base, à partir d'un noyau, sinon, ils circulent trop, et ils ne sont spécialistes de rien du tout. Je crois que l'ouverture de l'esprit se fait d'abord sur un apprentissage disciplinaire. Il

faut qu'il y ait une discipline à tous les sens du mot. Une discipline, c'est aussi une discipline intellectuelle, c'est apprendre à travailler. Et on n'apprend pas à travailler en allant brasser les idées partout. Moi je pense qu'il faut une discipline noyau qui ne doit pas être toute seule, mais qui doit être là, solide. Là, il faut qu'on ait une bonne méthodologie apprise, une discipline de travail, à travers une discipline, et autour de ça, les voyages comme je vous dit, mais autour. On est dans un siècle où il y a trop de choses diverses. Si vous allez dans une librairie, j'ai envie d'acheter un nouveau livre sur la médecine, un nouveau livre sur la science, un nouveau livre sur l'informatique, on ne peut plus. L'homme universel, il n'est plus. A l'époque de Montaigne ça aurait été bien. Mais c'est les 2 dangers. L'autre danger, c'est de s'enfermer dans la discipline.

W : A travers beaucoup de choses, vous êtes arrivé à unir. Par exemple, vous avez commencé par le charbon et l'acier, vous êtes arrivé à un accord, après cela, vous voudrez parvenir à la culture. C'est votre richesse, n'est-ce pas? Sur ce point-là, je crois que le rôle de l'éducation contribuera beaucoup. Sur ce point, je voudrais avoir votre opinion.

S : Si j'ai bien compris votre question, ce qu'on essaye de faire dans les universités européennes, c'est-à-dire dans les relations internationales que les universités entretiennent? Ça, c'est absolument fondamental et très difficile en France. A Paris VIII on a été très ouvert pour les relations internationales. On a beaucoup de départements de langue, on a beaucoup de chercheurs de très haut niveau, donc forcément ils ont des relations à l'extérieur. Et on est la première université à avoir un service des relations internationales, de façon à pousser cette branche-là. Et les difficultés matérielles des étudiants font que, par exemple, pour les échanges avec l'Europe, moi, je suis responsable des relations internationales, et la secrétaire me disait : on a fait le calcul, les en-

seignants voyagent beaucoup, les étudiants sont très difficiles à déplacer. Alors, jusque là, pour les échanges avec l'Europe, on avait 200 étudiants, ce n'est pas beaucoup, et bien cette année on en a 100. Alors on en a beaucoup qui viennent, mais on n'en a pas qui partent. On a des bourses, et ils ne veulent pas partir, c'est une toute petite bourse, et ils ne sont pas assez riche pour ajouter les choses personnelles. C'est un facteur, mais ce n'est pas le seul facteur. Il y a une réticence, et encore plus encore dans les quartiers populaires à sortir de sa langue, à sortir de son coin. Ça, c'est très difficile en ce moment en France. On le fait, mais ce sont les élites qui font ça. On a beaucoup de peine. Ça, c'est un des points où l'ouverture de l'université de masse est très difficile à manier. Parce que quand on regarde ceux qui partent, c'est toujours les enfants des professeurs : les autres, ils n'en ont pas envie, on a beau les pousser, ils ne veulent pas partir. Mais on continue à répondre à beaucoup d'appels d'offre d'Europe, à avoir des échanges avec des universités, à inviter des enseignants étrangers chez nous pour les faire parler pendant 1 mois devant nos étudiants. On essaie beaucoup de choses, mais je dois dire que c'est vraiment difficile. Pour les enseignants, ça marche très bien, pour les étudiants, c'est très difficile.

W : C'est pourquoi dans le journal M. Jacques *... (?) a dit : 'Si j'avais su, j'aurais commencé par la culture.'

S : Oui, mais en fait il a un peu commencé parce qu'on a un vieux passé commun quand même, on a tous parlé latin. C'est ça qu'on doit retrouver. Donc en France combattre un réflexe dessus, je ne sais pas si c'est lié à la France coloniale, il y a un réflexe d'auto-suffisance. Je crois que les Allemands sont plus ouverts. Je ne parle pas des petits pays, les Danois, les Hollandais, les Belges : ils sont tous bilingues, trilingues. Les Français, non. C'est vraiment difficile.

Ce qu'il y a eu à la Sorbonne, au début de la semaine, je

n'ai pas pu y aller, avec les 4 ministres, qui a été organisé par M. le Ministre, ça peut nous aider. Ça peut nous aider parce que c'est médiatique, on en parle un peu dans les journaux, donc ça va faire bouger un peu les idées des gens.

W : Ils voudraient établir une trame commune?

S : Oui, ça, la trame commune, moi, je me méfie un peu. Moi, je suis plus favorable à ce qu'on appelle le semestre européen, c'est-à-dire que sur 4 semestres, vous en faites 1 quelque part ailleurs. Ça on le fait déjà pas mal, on le fait au moins qu'on le pourrait, mais on a des accords avec des universités où chaque U.F.R. a des accords L.C., ce qui se fait dans telle université, en particulier d'Europe, puisque c'est surtout avec l'Europe qu'on fait ce coinçage-là, on sait ce qu'il y a, par exemple, dans telle université anglaise, telle université espagnole, ou italienne. Dans ce sujet-là, ça entre, on le reconnaît. Et ça donne à l'étudiant un diplôme qui a un point supplémentaire. Il a un diplôme de Paris VIII avec un semestre à Bruxelles, à Londres, à Barcelone, c'est un plus. Ça c'est très bien.

W : De toutes façons, ces jours-ci, on répète souvent la globalisation. Il ne faut pas l'accepter comme l'uniformisation.

S : C'est ça, il faut aller doucement, parce que ça peut facilement devenir ça. Et alors là, c'est fini. En particulier, je crois que la France a à sauver son système qui est différent du reste de l'Europe. Il faut qu'elle le sauve. Et en particulier, il y a quelque chose, depuis au moins 10 ans, chaque fois qu'on revient, on dit : il faut le supprimer, puis non, puis si. Il y a une réticence très forte. C'est les concours de recrutement, l'agrégation, les concours du plus haut niveau, on a un système, un peu différent du reste de l'Europe. En Allemagne, il est plus difficile d'entrer dans une université, mais on en sort facilement. En France, on rentre avec la plus grande facilité, mais à la sortie, pour bien sortir, on vous gâte avec un petit diplôme, on vous gâte avec un concours na-

tional. Et ça, c'est très très bien. Seulement ça coûte cher, parce qu'il y a beaucoup de candidats, et donc ça fait beaucoup de correcteurs. Et c'est ça que le ministère, et ce n'est pas seulement celui-là, ça fait au moins 3 ministères qu'on dit : 'L'agrégation ça coûte trop cher, on pourrait s'en passer, ça n'existe pas ailleurs' Non, il faut le garder, c'est ce qu'il a de bien, c'est ce qui fait que les professeurs français sont bons.

W : Il faut dépenser beaucoup pour l'avenir.

S : Mais oui, absolument, on ne peut pas faire d'économie là-dessus. Mais moi, je suis toujours inquiète, parce qu'ils sont en train, en particulier, et c'est très populaire, ça, tout le monde est d'accord, le ministère, la plupart des enseignants, les étudiants, les parents, c'est de tourner ces concours vers plus de pédagogie. Alors, moi, personnellement je dis, la pédagogie, c'est comme les contacts humains, ça ne s'apprend pas vraiment, on est doué ou on n'est pas doué. Et par contre, il faut quelqu'un qui connaisse sa discipline. D'envoyer un bon pédagogue qui ne sait pas le russe, il ne sera jamais un bon professeur, mais par contre quelqu'un qui sait le russe, il se débrouille, il ne sera jamais aussi mauvais qu'un bon pédagogue qui ne sait pas le russe. Il faut se méfier : on a deux concours, l'agrégation et le CAPES. Et le CAPES, ils sont en train de lui mettre de la pédagogie qui remplace la discipline, ça ne va pas, ça. Alors tout le monde est content parce que les jeunes ont l'impression qu'ils sont mieux formés pour le métier qu'ils vont faire. Mais ce n'est pas vrai. Les bons professeurs qu'ils ont eus sont des professeurs à qui on n'a jamais fait de pédagogie, ils sont arrivés dans la salle, ils se sont dit : Mon Dieu, est-ce que je vais y arriver? Et comme, bon, ils savent les choses, et bien ça passe, ils font un cours moins bon, et puis il arrive bien à mesurer, quand il est sûr de ce qu'il a à dire, parce qu'il le connaît bien, et qu'il n'est pas inquiet : Est-ce que je vais mal dire, est-ce que je vais

faire une faute? Il sait bien sa discipline, il est à l'écoute des gens plus facilement. Quant au type qui est là, en se disant : Oh là là, mon Dieu, pourvu que je ne me trompe pas de roi de France, pourvu que je ne me trompe pas de truc, qu'on ne me pose pas une question à laquelle je ne saurais pas répondre. Et là, il n'y a pas de pédagogie qui vous sauvera contre ça. Et donc, cette inquiétude, fait qu'il ne marche pas, ce professeur. Et là, il y a une mode, et j'espère que vous, vous n'êtes pas trop dans cette mode. Alors nous, dans notre université, en plus, on a le plus grand département de science de l'éducation, et on est toujours en train de discuter avec ça. Alors, il y a chez nous ceux qui disent : 'Alors vous allez faire de la dialectique de la dialectique de la dialectique de l'apprentissage, qu'est-ce que c'est, où vous allez, là?

W : Merci beaucoup.